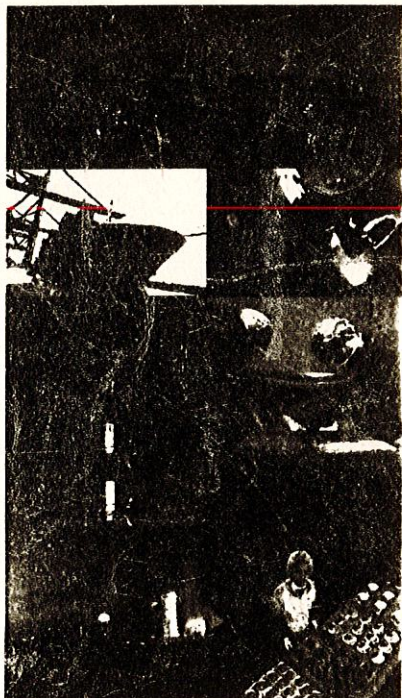


D I A G N O S T I C
A S S I S T A N C E
T E C H N I Q U E



**CAISSE NATIONALE MILITAIRE DE
SECURITE SOCIALE**

DSG/SL/SPCE

247 Avenue Jacques Cartier

83090 TOULON CEDEX 09

A l'attention de M. MARQUES



DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

Code prestation : K 161-5

LIEU D'INTERVENTION :

C.N.M.S.S.

66 rue Boissière

75016 PARIS

DATE D'INTERVENTION : 14/04/2011

AFFAIRE N° : 11.880.803.08464.00.N

RAPPORT N° : 001.AMIA.002

RAPPORT ETABLI LE : 20/04/2011



Apave Parisienne SAS

Agence EGC

17, rue Salneuve

75854 PARIS CEDEX 17

Tél : 01.40.54.59.26 - Fax : 01.40.54.57.47



DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

Aff. n° : 11.880.803.08464.00.N
Rap. n° : 001.AMIA.002
Date : 20/04/2011
Page : 1/18

Apave Parisienne SAS
Agence EGC
17, rue Salneuve
75854 PARIS CEDEX 17
Tél : 01.40.54.59.26 - Fax : 01.40.54.57.47

Lieu d'intervention :
C.N.M.S.S.
66 rue Boissière
75016 PARIS

Date d'intervention : 14/04/2011

DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

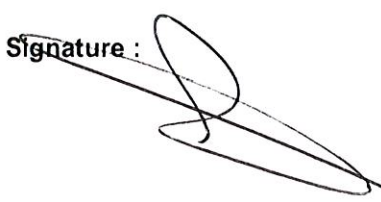
Code prestation : K 161-5

Adresse d'expédition : **CAISSE NATIONALE MILITAIRE DE SECURITE SOCIALE**
DSG/SL/SPCE
247 Avenue Jacques Cartier
83090 TOULON CEDEX 09
A l'attention de : M. MARQUES

Rédacteur :
M. JACOB

Communiquée par :
M. TAVERNIER

Signature :


Avertissement : Le présent document doit être mis à jour régulièrement et à la disposition de toutes les personnes susceptibles d'intervenir sur des matériaux ou produits contenant de l'amiante dans son intégralité

SOMMAIRE

1. FICHE RECAPITULATIVE	3
1.1. ATTESTATIONS DE COMMUNICATION DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE.....	3
1.2. LOCALISATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE	4
1.3. MESURES CONSERVATOIRES	5
1.4. HISTORIQUE DES INTERVENTIONS	5
1.5. ENREGISTREMENT DES TRAVAUX DE RETRAIT OU DE CONFINEMENT REALISES	5
1.6. LISTE DES DOCUMENTS AYANT SERVIS A LA REDACTION DU DOSSIER TECHNIQUE	5
1.7. CONSIGNES GENERALES DE SECURITE	7
2. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS	8
3. RAPPORTS DE REPERAGE AMIANTE.....	10
4. ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE	11
5. MESURES CONSERVATOIRES.....	12
6. DESCRIPTIFS DES TRAVAUX DE REHABILITATION, D'AMENAGEMENT, D'AGRANDISSEMENT	13
7. PROCES VERBAUX D'ANALYSES	14
8. PROCEDURES D'INTERVENTIONS (PLAN DE PREVENTION ET D'ELIMINATION DES DECHETS).....	15
9. TEXTES DE REFERENCES	16

1. FICHE RECAPITULATIVE

Les propriétaires doivent communiquer la fiche récapitulative du Dossier Technique Amiante prévue à l'article R.1334-26 du Code de la Santé Publique, aux occupants de l'immeuble bâti concerné ou à leur représentant et aux chefs d'établissement lorsque l'immeuble comporte des locaux de travail, dans un délai d'un mois à compter de sa date de constitution ou de mise à jour.

1.1. ATTESTATIONS DE COMMUNICATION DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

ORGANISME OU SOCIETE	NOM DU LECTEUR	DATE DE LA CONSULTATION DU DOSSIER	SIGNATURE

1.2. LOCALISATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE
Locaux ou zone homogène nécessitant des travaux sous 36 mois (notation 3)

LOCALISATION	MATERIAUX ET PRODUITS	DATE ENREGISTREMENT
Néant		

Locaux ou zone homogène nécessitant une mesure d'empoussièrement (notation 2)

LOCALISATION	MATERIAUX ET PRODUITS	DATE ENREGISTREMENT
Néant		

Locaux ou zone homogène nécessitant un contrôle périodique tous les 3 ans (notation 1)

LOCALISATION	MATERIAUX ET PRODUITS	DATE ENREGISTREMENT
Néant		

Locaux ou zone homogène avec matériaux ou produits contenant de l'amiante en état dégradé (notation D)

LOCALISATION	MATERIAUX ET PRODUITS	DATE ENREGISTREMENT
Néant		

Locaux ou zone homogène avec matériaux ou produits contenant de l'amiante en bon état (notation B)

LOCALISATION	MATERIAUX ET PRODUITS	DATE ENREGISTREMENT
Néant		

Hors programme de repérage selon l'annexe 13.9 de l'article R 1334-24 du Code de la Santé Publique, nous avons également identifié visuellement la présence de produits ou matériaux qui, à notre connaissance, sont susceptibles de contenir de l'amiante.

LOCALISATION	MATERIAUX ET PRODUITS
Néant	

1.3. MESURES CONSERVATOIRES

DATE	INTITULE DES MESURES CONSERVATOIRES

1.4. HISTORIQUE DES INTERVENTIONS

DATE	DESCRIPTION DE L'INTERVENTION	LOCALISATION DE L'INTERVENTION	NOM ET VISA

1.5. ENREGISTREMENT DES TRAVAUX DE RETRAIT OU DE CONFINEMENT REALISES

DATE	TRAVAUX DE RETRAIT OU DE CONFINEMENT REALISES

1.6. LISTE DES DOCUMENTS AYANT SERVIS A LA REDACTION DU DOSSIER TECHNIQUE

Rapport de repérage flochage - calorifugeage

ORIGINE	REFERENCE

Rapport de repérage faux-plafond

ORIGINE	REFERENCE

Rapport de repérage flochage - calorifugeage et faux-plafond

ORIGINE	REFERENCE

Rapport de repérage des matériaux de l'annexe de l'article 13.9 de l'article R 1334-24 du Code de la Santé Publique

ORIGINE	REFERENCE

Rapport avant-travaux

ORIGINE	REFERENCE

Autres rapports :

ORIGINE	REFERENCE

1.7. CONSIGNES GENERALES DE SECURITE

1. INFORMATIONS GENERALES

Respirer des fibres d'amiante est dangereux pour la santé. L'inhalation de ces fibres est une cause de pathologies graves (dont les cancers du poumon et de la plèvre).

Les matériaux contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure anormale ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Il est recommandé aux particuliers d'éviter toute intervention directe sur des matériaux friables contenant de l'amiante (flocages, calorifugeages, cartons d'amiante, éléments en amiante tissé ou tressé, mousse isolante de calfeutrement...) et d'avoir recours, dans de telles situations, à des professionnels.

2. INFORMATIONS DES PROFESSIONNELS

Professionnels : attention, les consignes générales de sécurité mentionnées ci-après sont avant tout destinées aux particuliers. Les mesures renforcées vous concernant sont fixées par la réglementation relative à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante. Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés peuvent vous être fournis par les directions régionales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DRTEFP), les services de prévention des caisses régionales d'assurance maladie (CRAM) et l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPBTP).

3. CONSIGNES GENERALES DE SECURITE

A –Consignes générales de sécurité visant à réduire l'exposition aux poussières d'amiante

Lors d'interventions sur (ou à proximité) des matériaux contenant de l'amiante, il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières pour vous et votre voisinage.

L'émission de poussières doit être limitée, par exemple en cas de :

- manipulation et manutention de matériaux non friables contenant de l'amiante (comme le remplacement de joints ou encore la manutention d'éléments en amiante ciment),
- travaux réalisés à proximité d'un matériau friable en bon état (flocage ou calorifugeage), comme par exemple le déplacements de quelques éléments de faux-plafonds dans amiante sous une dalle floquée, d'interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante,
- travaux directs sur un matériau compact (amiante-ciment, enduits, joints, dalles...) comme le perçage ou encore la découpe d'éléments en amiante-ciment,
- déplacement local d'éléments d'un faux-plafond rigide contenant du carton d'amiante avec des parements.

L'émission de poussières peut être limitée :

- par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante (en tenant compte du risque électrique), afin d'abaisser le taux d'émission de poussières,
- en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements de protection est recommandé :

- des demi-masques filtrants (type FFP 3 conformes à la norme européenne EN 149) permettent de réduire

DAM K 161-5 – 06/2010

l'inhalation de fibres d'amiante. Ces masques doivent être jetés après utilisation,

- le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées à la fin de chaque utilisation.
- de plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

B – Consignes générales de sécurité relatives à la gestion des déchets contenant de l'amiante

Stockage des déchets sur le site

Seuls les matériaux où l'amiante est fortement lié (tels que l'amiante ciment ou les dalles de sol, par exemple) peuvent être stockés temporairement sur le chantier. Le site de stockage doit être aménagé de manière à éviter l'envol et la migration de fibres. Son accès doit être interdit aux personnes autres que le personnel de l'entreprise de travaux.

Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) doivent être placés en sacs étanches puis transférés dès leur sortie de la zone de confinement vers les sites adéquats.

Elimination des déchets

Les matériaux où l'amiante est fortement lié (tels que l'amiante ciment, les dalles de sol, clapets et volets coupe-feu) doivent être éliminés, soit en installations de stockage pour déchets ménagers et assimilés soit en décharges pour déchets inertes pourvues, dans les deux cas, d'alvéoles spécifiques pour les déchets contenant de l'amiante lié. Ces déchets sont conditionnés en sacs étanches, type grands récipients pour vrac (GRV) ou sur palettes filmés.

Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) et les matériaux dégradés doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. Ces déchets sont conditionnés en doubles sacs étanches scellés. Dans les deux cas, le propriétaire ou son mandataire remplit le cadre qui lui est destiné sur le bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA n° 11861*01). Il reçoit l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprises de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Elimination des déchets connexes

Les déchets autres que les déchets de matériaux, tels que les équipements de protection, les déchets de matériels (filtres, par exemple) et les déchets issus du nettoyage sont éliminés suivant la même procédure que celle décrite pour les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante.



2. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

ORIGINE	REFERENCE
SQI	Le 06.04.2007-DTI/0704.004

SQL certifie par la présente que :

Christophe JACOB

Enregistré(e) sous le N°SQL : SQ1006/5

A réussi avec succès aux examens relatifs à la certification de ses compétences :

Domaine Technique	Certification Initiale	Limite de validité*
AMIANTE	06/04/2007	05/04/2012
PLOMB	06/04/2007	05/04/2012
TERMITES Métropole	06/04/2007	05/04/2012

qui ont été réalisés par S.Q.I conformément au référentiel

NF EN ISO/CEI 17024 : 2003

Et aux arrêtés compétences :

- Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification
- Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou agréées pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification
- Arrêté du 30 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification

et font l'objet du présent certificat enregistré par SQL sous le N° :

DTI / 0704-004

* Les conditions de maintien de la certification sont définies au chapitre 6.4 de la norme ISO/CEI 17024:2003. Ce certificat n'a qu'une valeur indicative. La validité réelle d'un certificat S.Q.I est consultable sur le site internet de S.Q.I à l'adresse <http://www.sql-online.com>. Elle est matérialisée par la présence dans l'annuaire des certifiés.

Le Directeur de S.Q.I.,



Eric LEROY

La personne certifiée,



Christophe JACOB

3. RAPPORTS DE REPERAGE AMIANTE

ORIGINE	REFERENCE
APAVE	11.880.803.08464.00.N

4. ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

ORIGINE	REFERENCE

5. MESURES CONSERVATOIRES

ORIGINE	REFERENCE

6. DESCRIPTIFS DES TRAVAUX DE REHABILITATION, D'AMENAGEMENT, D'AGRANDISSEMENT

ORIGINE	REFERENCE



7. PROCES VERBAUX D'ANALYSES

ORIGINE	REFERENCE

8. PROCEDURES D'INTERVENTIONS (PLAN DE PREVENTION ET D'ELIMINATION DES DECHETS)

ORIGINE	REFERENCE

9. TEXTES DE REFERENCES

Pour plus d'informations vous pouvez consulter le site WEB suivant : www.legifrance.gouv.fr

1. Textes réglementant l'usage de l'amiante

- **Arrêté du 29 juin 1977** portant interdiction du flocage de revêtement à base d'amiante dans les locaux d'habitation (J. O. du 1^{er} juillet 1977).
- **Décret n°78-394 du 20 mars 1978**, modifié relatif à l'emploi des fibres d'amiante pour le flocage des bâtiments.
- **Décret n° 96-1133 du 24 décembre 1996** relatif à l'interdiction de l'amiante, pris en application du Code du Travail et du Code de la Consommation

2. Dispositif réglementaire et législatif relatif à la protection de la population contre les risques liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis

- **Code de la Santé Publique**
Partie réglementaire
Première partie : Protection générale de la santé
Livre III : Protection de la santé et environnement
Titre III : Prévention des risques sanitaires liés à l'environnement et au travail
Chapitre IV : Lutte contre la présence de plomb ou d'amiante et contre les nuisances sonores
Section 2 : Exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis
Sous-section 1 : Flocages, calorifugeages et faux plafonds (**Articles R1334-14 à R1334-22**)
Sous-section 2 : Ventes d'immeubles bâtis, dossier technique "amiante" et repérage avant démolition (**Articles R1334-23 à R1334-28**)
Sous-section 3 : Exigences relatives aux intervenants procédant au repérage et à l'évaluation de l'état de conservation (**Article R1334-29**)
- **Code de la Santé Publique**
Partie réglementaire
Première partie : Protection générale de la santé
Livre III : Protection de la santé et environnement
Titre III : Prévention des risques sanitaires liés à l'environnement et au travail
Chapitre VII : Dispositions pénales
Section 2 : Exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis (**Articles R1337-2 à R1337-5**)
- **Arrêté du 7 février 1996** relatif aux modalités d'évaluation de l'état de conservation des flocages et des calorifugeages contenant de l'amiante et aux mesures d'empoussièrement dans les immeubles bâtis.
- **Circulaire DGS/VS3/DRT/CT4/DHC/TE1/DPPR/BGTD n° 290 du 26 avril 1996** relative à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis (Bulletin officiel du ministère chargé de la santé n° 96/20 p. 109-132).
- **Arrêté du 15 janvier 1998** relatif aux modalités d'évaluation des faux plafonds contenant de l'amiante et aux mesures d'empoussièrement dans les immeubles bâtis.
- **Arrêté du 2 janvier 2002** relatif au repérage des matériaux et produit contenant de l'amiante avant démolition.
- **Arrêté du 22 août 2002** relatif aux consignes générales de sécurité du dossier « technique amiante », au contenu de la fiche récapitulative et aux modalités d'établissement du repérage, pris pour l'application de l'article 10-3 du décret n°96-97 du 7 février 1996.

3. Dispositif réglementaire et législatif relatif à la protection de l'acquéreur immobilier

- **Code de la Construction et de l'Habitation**
Partie réglementaire
Livre II : Statut des constructeurs
Titre VII : Protection de l'acquéreur immobilier
Chapitre unique : Conditions d'établissement du dossier de diagnostic technique (**Articles R271-1 à R271-4**)
- **Code de la Construction et de l'Habitation**
Partie législative
Livre I : Dispositions générales
Titre VII : Protection de l'acquéreur immobilier
Section 2 : Dossier de diagnostic technique (**Articles L271-4 à L271-6**)

4. Dispositif réglementaire et législatif relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante

- **Code du Travail**
Livre IV : Prévention de certains risques d'exposition
Titre Ier : Risques chimiques
Chapitre II : Mesures de prévention des risques chimiques
Section 2 : Dispositions particulières aux agents chimiques dangereux cancérogènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction (Articles R 4412-59 à R 4412-75)
Sous-sections 1 à 3 : Champ d'application et définitions, évaluation des risques, mesures et moyens de prévention
Sous-section 5 : Mesures en cas d'accident ou d'incident (Articles R 4412-83 à R 4412-85)
Sous-section 6 : Information et formation des travailleurs (Articles R 4412-86 à R 4412-93)
Section 3 : Risques d'exposition à l'amiante (Article R 4412-94 à R 4412-148)

5. Règlements de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grandes hauteurs

- **Code de la Construction et de l'Habitation**
Partie réglementaire
Titre II : Sécurité et protection contre l'incendie
Chapitre II : Dispositions de sécurité relatives aux immeubles de grande hauteur (Article R122-1)
Section 1 : Définitions et classifications (Articles R122-2 à R122-5)
Chapitre III : Protection contre les risques d'incendie et de panique dans les immeubles recevant du public (Article R123-1)
Section 1 : Définition et application des règles de sécurité (Article R123-2)
Section 2 : Classement des établissements (Articles R123-18 et R123-19)

6. Dispositif réglementaire relatif aux compétences et agrément

- **Arrêté du 25 mai 2005 modifiant l'arrêté du 14 mai 1996** relatif aux règles techniques et de qualification que doivent respecter les entreprises effectuant des activités de confinement et de retrait d'amiante.
- **Arrêté du 22 février 2007** définissant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou de confinement de matériaux contenant de l'amiante.
- **Arrêté du 21 novembre 2006** définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification
- **Arrêté du 27 décembre 2006** portant agrément d'organismes habilités à procéder aux mesures de la concentration en poussières d'amiante des immeubles bâtis
- **Arrêté du 6 mars 2003** relatif aux compétences des organismes procédant à l'identification d'amiante dans les matériaux et produits

7. Dispositif réglementaire et législatif relatif à l'élimination des déchets contenant de l'amiante

- **Décret n°88-466 du 28 avril 1988** relatif au produit contenant de l'amiante
- **Circulaire n°96-60 du 19 juillet 1996** relative à l'élimination des déchets de flocage et calorifugeage
- **Circulaire n° 97-15 du 9 janvier 1997** relative à l'élimination des déchets d'amiante ciment
- **Circulaire 2005-18 du 22 février 2005** relative à l'élimination des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes.
- **Décret n° 2002-540 du 18 avril 2002** relatif à la classification des déchets.
- **Arrêté du 30 décembre 2002** relatif au stockage des déchets dangereux de l'amiante.